

SHABANI Joyce

536 968 801

Afrique subsaharienne : diversité culturelle et mondialisation
ANT - 1202

Essai

Travail présenté à Axel Bérand Nguepsie

7 décembre 2023

Département d'anthropologie

Université Laval

Cet essai retracera un mouvement politique représentatif de la culture congolaise post – coloniale ; la Zaïrianisation. Comprendre le sort de la société civile congolaise moderne grâce à la Zaïrianisation apporterait des réponses concrètes aux enjeux actuels auxquels font face les Congolais pour leur développement social. La Zaïrianisation est un mouvement social importé par Mobutu Sese Seko au lendemain de la proclamation de l'Indépendance du Congo Belge. L'homme d'état et militaire accède au pouvoir par un coup d'état en 1965. C'est dans ce contexte socio politique particulier que s'instaure la Zaïrianisation. Soucieux de réhabiliter l'état en prônant l'authenticité bantou, Mobutu s'engage dans une réforme culturelle qui influe nécessairement sur la société civile. S'inscrivant dans un contexte extrêmement fragile aux vues des périodes de transitions politiques qui se succèdent, le pays s'adapte et change continuellement au fil du temps, sous les dures instructions de Mobutu. Une série de décisions nationalistes sont adoptées néanmoins, on en observe rapidement l'inefficacité puisqu'elles font chuter la croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) du pays. Alors qu'en 1982 elle atteint son zénith en s'évaluant à 23,60%, elle s'évalue à 3,74% de dollars au départ de Mobutu, en 1998. En 2000, l'arrivée du nouveau chef d'état Laurent Désiré Kabila qui mène une ligne de parti politique opposée à celle de Mobutu est marquée par la croissance annuelle du PIB qui s'élève à nouveau à 7,58%. Cet indicateur économique suscite de l'interrogation à propos de l'impact de la Zaïrianisation sur la société civile, aussi bien sur l'économie que sur les dimensions sociale et politique du pays.

Quel est donc l'impact de la Zaïrianisation sur la société civile moderne congolaise ?

Il convient donc de décrire l'environnement duquel émerge les maux des Congolais. Nous étudierons donc en deux temps, la période d'occupation coloniale et la transition politique post coloniale. Ensuite, nous analyserons les prémices de la Zaïrianisation par l'arrivée de Mobutu au pouvoir, puis l'échec que ça a été pour le développement de la société congolaise à son départ. Enfin, nous traduirons des défis à relever pour l'émancipation de la société civile en observant les répercussions directes qu'ont eu la Zaïrianisation premièrement. Nous rendrons aussi compte des solutions socio – politiques possiblement applicables au pays afin d'analyser les enjeux qu'il y aura à relever pour les générations suivantes.

I. Le lourd héritage colonial

A. Prémices d'un état souverain

C'est en 1886 que l'explorateur Stanley installe sa première capitale, à l'embouchure du Fleuve Congo (De Vos, 1969). En effet, un an plus tôt la conférence de Berlin accorde le bassin du Congo renommé État Indépendant du Congo aux belges, qui sont gouvernés par le Roi Léopold II à l'époque. À l'époque, il est question d'affaire autour du caoutchouc que l'on trouve à l'est du pays. Cependant, les façons de travailler y sont très pénibles pour les populations autochtones qui sont réduites à l'esclavagisme. Dans plusieurs recherches scientifiques, on décrit les pratiques odieuses des Belges qui font des Congolais des hommes à tout faire. La population est réduite à néant ; le constat s'élève à près de 10 millions de disparitions pendant l'occupation coloniale. Il s'agit bel et bien d'un génocide qui est de plus en plus illustré notamment par des études concrètes. Ce tableau résume suffisamment bien le mécanisme que les colons Belges imposent aux Congolais.

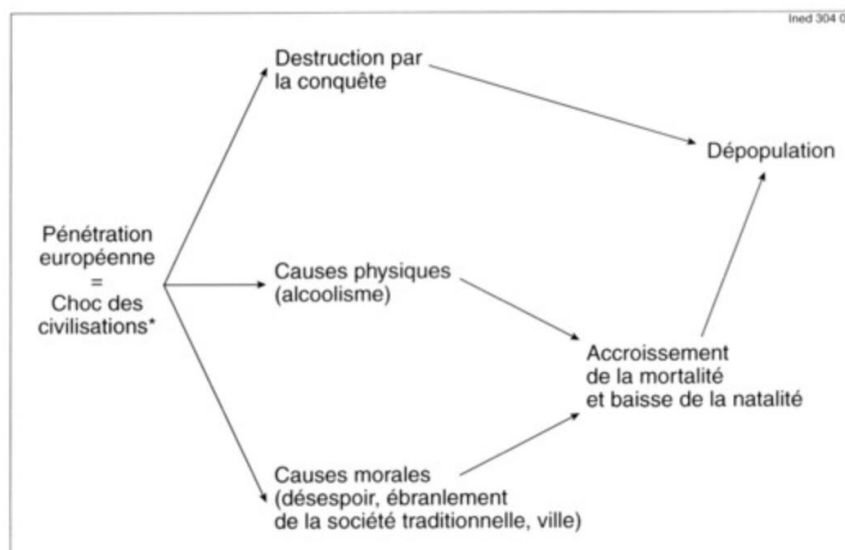
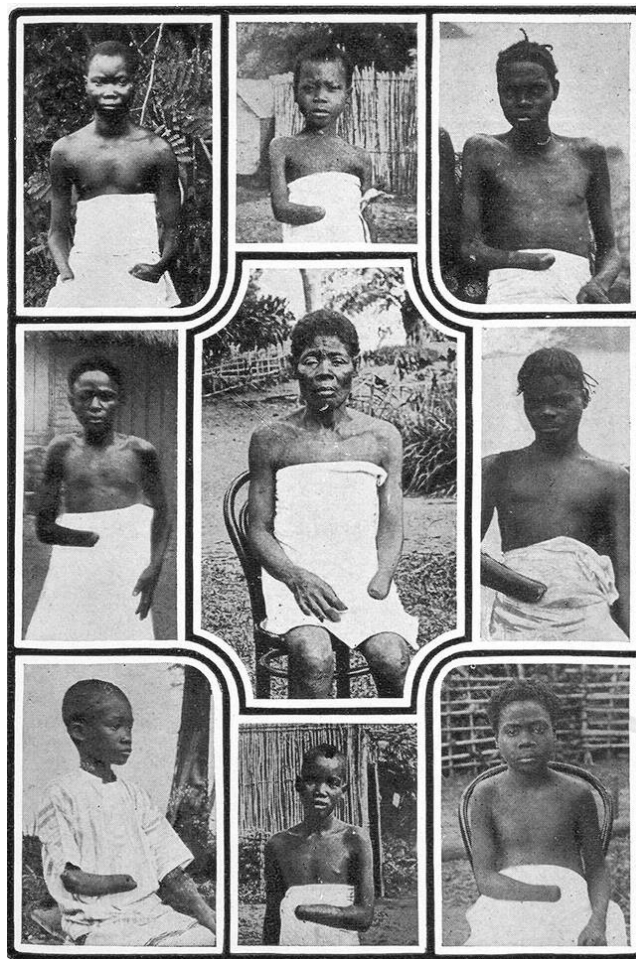


Figure 2. – Causes de la dépopulation des pays colonisés

* L'auteur parle, à propos de la pénétration européenne et du choc des civilisations, d'un « contact mortel ».

Source : d'après Maunier, 1934.

Tous les actes sont commis de sorte à humilier et rabaisser le congolais. Des travaux ethnographiques montrent par exemple que l'acte des « mains coupées » sert à capter la force vitale d'un ennemi pour en montrer sa faiblesse, ce qui représente une force sans pareille pour les européens (Evans – Pritchard, 1960).



Source : Victimes à la main coupée, dans *King Leopold's Soliloquy: A Defense of His Congo Rule*, Mark Twain, Boston, 1905

D'une part, ça permet aux européens d'asseoir leur légitimité et de civiliser la guerre. En effet, un acte tel que le découpage de membres permet aux autres civilisations de percevoir les

africains comme des sauvages, capables du pire (Arzel, 2020 :83). Ainsi les colons redorent leur image et peuvent prétendre au titre de sauveurs dont la cause est honorable.

D'autre part, les Congolais se voient traités comme des êtres incivilisés, comme des animaux qui ne méritent rien de bon. Dans certains contextes, on les caractérise de "Basenji" signifiant originellement "un païen qui vit comme un sauvage" (Arzel, 2020 :84). Dès lors que ces rôles sont attribués à chacun des parts, on remarque au Congo un cléricalisme propre aux belges. Du fait du rattachement de l'église catholique du Congo Belge à une vision matérielle du christianisme, on impose aux Congolais des pratiques et surtout, un ordre social et économique qui serait "conçu" par la religion (Vellut, 2010 :164). Rappelons que dans les langues bantu, nous ne sommes pas capables de traduire le terme "religion" (Vellut, 2010 :163). Donc, on suppose que c'était une toute nouvelle pratique pour les autochtones qui n'ont d'autres choix que de se conformer aux croyances de leurs bourreaux. Quelques périodes de rébellion telles que celle du Kimbanguisme apparaissent malgré tout, celle – ci enverra même Simon Kimbangu en prison.

Bien que des églises de réveil comme celles – ci aient pu contribuer à un quelconque développement moral, ce sont avec des séquelles que les Congolais bâtissent leur société tant bien que mal au lendemain de la colonisation.

B. Une identité à défendre

Réaliser l'indépendance d'une nation africaine n'est qu'une utopie en 1958. Plusieurs leaders portent une ardente ferveur afin de devenir maîtres de leur destin. Cela – dit « la loi du plus fort » que le colonialisme impose rend le processus défavorable à une quelconque liberté. Au Congo Belge, Patrice Lumumba est considéré comme la figure éminente de la lutte pour l'Indépendance notamment parce que c'est lui qui en fait un débat. Ayant un accès privilégié au secteur minier par sa voie professionnelle (Bouamama, 2017), il prend compte du potentiel de rayonnement mondial auquel le Congo peut inspirer notamment grâce à ses ressources minières. Ayant donc l'opportunité de s'entretenir avec des hommes d'états belgo – congolais dont le Roi Beaudoin, Lumumba manifeste des revendications politiques très vite et alarme autant qu'il peut les Congolais sur l'urgence de devenir un état indépendant de toute influence coloniale. Ainsi, les prises de position politique se font de plus en plus nombreuses chez les Congolais. 1959 est une année décisive pour la cause puisqu'elle commence par de violentes

émeutes pendant lesquelles certains partisans nationalistes revendiquent le départ du gouvernement belge au Congo. Le journal *Le Monde* résume d'ailleurs la situation dans un article paru le 7 janvier que « La politique de promotion sociale et de développement encore pratiquée depuis cinquante années par les Belges a longtemps empêché les Congolais de se soucier de l'absence de droits politiques. Mais, depuis quelques mois, un certain nombre de données de la situation ont radicalement changé »¹. En effet, les rapports changent rapidement entre les états belges et congolais, qui entretiennent et développent peu à peu des rapports plus fraternels que paternalistes. Ça constitue une avancée démocratique qui permet aux Congolais de reprendre confiance en eux et en leur capacité de développement, eux qui n'ont été qu'humiliés à répétition. Le 30 juin 1960, l'indépendance du pays est proclamée et signée par Lumumba qui sera élu premier ministre du gouvernement de la première république du Congo. Patrice Lumumba donne un discours qui souligne toutes les faiblesses du Congo et affiche fièrement la victoire que représente l'obtention de l'indépendance pour le pays. Il déclare les éléments qu'ont motivé la lutte pour l'indépendance, en commençant son discours par énumérer les différentes injustices que les

Congolais ont subi. Il rappelle qu'il est nécessaire de se libérer de ce lourd héritage colonial afin de construire une société à même de se développer par elle - même en mentionnant que « nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire ». On entend par là, une référence aux relations belgo - congolaise qu'il caractérise « d'égal à égal » dans son discours mais qui ont longtemps été qu'un rapport cordial pour les intérêts belges. Effectivement, il a longtemps été question d'assise belge sur le pays et Lumumba ne manque pas de le rappeler en citant « l'oppression à la liberté de pensée pour opinions politiques ou croyances religieuses ». Lumumba finit par évoquer des

travers de la société congolaises qui avait déjà fragmenté la population moralement pendant la lutte pour l'indépendance. Il déclare que son souhait est que les congolais « oublient les querelles tribales qui les épuisent » et il demande à la minorité parlementaire d'aider son gouvernement « par une opposition constructive qui restera dans les voies légales et démocratiques ». C'est sans compter sur le général Mobutu qui entre dans l'échiquier politique par un coup d'état en 1965, afin de « rétablir de l'ordre » au Congo mais sûrement pas comme Lumumba l'entend.



Le Premier Ministre Patrice Emery Lumumba, prononçant son allocution lors des cérémonies de la proclamation de l'indépendance du Congo le 30 juin 1960 (Photo : tv5monde.com)

II. La Zaïrianisation comme Repère

a. Premiers pas du Mobutisme

L'Accession au pouvoir de Mobutu se vit comme une fin de récréation au Congo, mettant ainsi fin aux querelles entre différents partis politiques. Mobutu s'installe au pouvoir tel un vrai despote, il s'autoproclame président et instaure un parti politique unique dont la doctrine est nationaliste. Il décrit notamment son mouvement comme une révolution qui doit s'effectuer dans l'exaltation des valeurs du pays dans le domaine intellectuel et culturel (Mobutu, 1967) et surtout, sa quête est de libérer les Congolais de toutes les servitudes grâce au Mouvement populaire de la révolution (MPR). C'est exactement ce dont les Congolais ont besoin si l'on tient compte des maux déjà relevés plus haut. À son arrivée ; toutes ces mesures mobutistes sont bien interprétées car le message suivant son positionnement est le bon et est celui attendu par tous les partis concernés. Les Congolais cherchant un représentant digne de défendre leur cause trouve donc une voie apte à défendre leurs intérêts afin de pouvoir enfin être entendus. D'autre part, les occidentaux cherchant un allié de confiance avec qui coopérer financièrement sont ravis puisque Mobutu avait déjà servi les services secrets belges auparavant. Un auteur reprend justement l'expression « Mobutu s'est emparé du pouvoir en posant la bonne question,

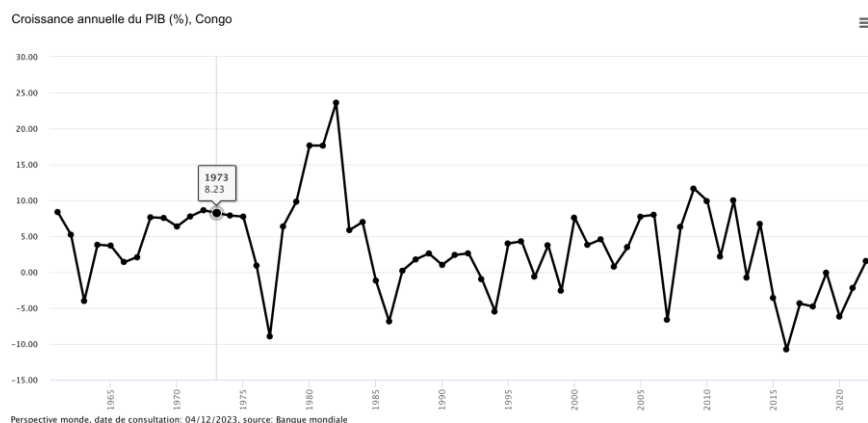
celle de la libération de l'Afrique et des conditions de son développement. » (Wade, 2015). Son arrivée réduit peu à peu l'amertume qui planait

sur le ciel congolais et se présente comme une nouvelle occasion de rectifier le tir pour la société civile, qui elle, est la vraie victime de toutes les dynamiques économiques et politiques malsaines du Congo. On compte parmi les engagements que Mobutu porte, de nombreuses mesures qui concernent la société civile directement. « Directement » parce que

Mobutu se présente comme un père, qui guide sa population vers le zénith du succès. Il se rend accessible et humain dans ses premières prises de parole. Il valorise par exemple tous les travaux y compris ceux qui n'étaient réservés qu'aux esclaves autrefois et mentionne dans son manifeste « qu'aucune activité n'est inférieure à une autre » (Mobutu, 1967 : 19). Il mène une politique inclusive afin que les femmes se responsabilisent et prennent position dans la société, en soulignant leur importance car elles ont été « les premières victimes de la colonisation » (Mobutu, 1967: 20). En 1971, les choses prennent une autre tournure car la vision mobutiste s'intensifie par son caractère particulièrement conservateur. Le Maréchal prône un retour à l'authenticité bantu notamment en révisant les fondamentaux du pays. Il renomme le pays Zaïre et exprime le besoin d'unité congolais constamment. Ne laissant d'autre choix que de se conformer aux règles, Mobutu force les Congolais à cohabiter en respectant les différences de chacun sans discrimination. Le Père de nation tire un avantage en termes de perception et d'avancée sociale, en effaçant peu à peu le tribalisme de l'univers congolais. C'était déjà un sujet de débat que Lumumba a d'ailleurs cité lors de son discours. Il demandait explicitement aux congolais de ne pas tomber dans le tribalisme. Même dans les détails les plus insignifiants, le chef d'état se veut cohérent alors il ira jusqu'à imposer des prénoms à consonnance bantu, qui feront l'objet de mesures législatives. Les membres du corps législatif reçoivent l'ordre de rejeter les noms étrangers et de revoir le code vestimentaire des Congolais. C'est d'ailleurs l'émergence de ce qu'on appelle l'abacos soit "à bat au costume". Le Mobutisme devenant une religion d'état, plus personne n'ose contredire cet homme. C'est ainsi qu'on assiste à l'évolution d'un état où tout un peuple se plie aux règles imposées par un tyran, à l'unisson. Personne ne remet en question son gouvernement dans les premiers mois puisqu'il semble tout faire au nom de la patrie et pour son développement. Mobutu se montre favorable au bien être des Congolais en leur garantissant une sécurité financière et économique grâce à un revenu national. On compte parmi les actions publiques de Mobutu une grande réforme économique quant aux anciens colons. Le chef d'état s'impose dans le corps législatif de son état et instaure une taxe de 7,5% sur les affaires des investisseurs belges et multiplie les ponctions fiscales

peu à peu en 1966 (Moreau, 2010 : 73) Il ne s'arrête pas là et exige que les sociétés étrangères aient un siège social (d'exploitation) au Congo, au risque que ces sociétés soient rayées du registre de commerce (Moreau, 2010 : 74)

Pour renforcer son assise et trouver du son soutien dans la population, il a également créé une société d'état « la Gecomina » afin d'exploiter les ressources minières de façon plus juste. Il va de plus belle en nationalisant plusieurs entreprises dans différents secteurs d'activité, pour tenter de rendre l'économie zaïroise un peu plus indépendante (Moreau, 2010 :74) Pour résumer le tout, Mobutu s'assure de combler tous les désirs et manques des congolais afin de bénéficier du soutien sans faille de sa population qui voit en lui un excellent repère paternel pour la nation. Tout ce qui manquait aux congolais pendant la période coloniale et qui a été relevé par l'homme considéré comme un héros national — Lumumba, est servi. Que ce soit en termes de mesures sociales ou économiques, les choses promises et dues sont accomplies. Néanmoins, ces mesures ne marchent que le temps d'une décennie atteignant son apogée en 1980 avec une croissance annuelle évaluée à 25 pourcents. Elle chute à 5 pourcents en 1982.



B. Traduire l'échec politique

En 1971, les choses se compliquent pour Le Maréchal. Tandis qu'il renforce ces mesures par des actions concrètes, il perd le soutien d'une grande partie de la société civile. Les étudiants qui trouvent le régime trop répressif se mettent à manifester mais les événements finissent mal pour la plupart du temps. Mobutu fait enfermer, disparaître ou pire encore, pendre et tuer ses opposants en public. C'est un premier scandale pour le despote qui perd des partisans pour cette raison. En effet, la Zaïrianisation implique que tous les Congolais soient d'accords

avec cette politique mais ne laisse justement pas d'espace de liberté d'expression ou d'opinion. Il est donc question de réprimer les populations par différentes façons lorsque des désaccords interviennent des civils ou même des politiciens. C'est ce qui va coûter cher à Mobutu qui va perdre ses partisans peu

à peu à cause de cette continuelle violence sans pareille. On peut interpréter cette situation comme un mauvais pari finalement pour les Congolais qui ont longtemps cru en un avenir long termiste radieux grâce au Père de la nation. La temporalité y est pour beaucoup dans la chute de la Zaïrianisation notamment parce qu'on observe les rouages de son gouvernement qu'après la tempête. Alors que la gestion du pays fait chuter la croissance économique (on parle de 3% en 1990), l'inflation se fait ressentir que plus tard. Si ce n'était que ça, une solution pourrait être abordée. Néanmoins, la principale raison pour laquelle l'économie du pays bat autant de l'aile est le détournement des gains d'exportation des différentes ressources minières congolaises par le clan de Mobutu. En effet, à son départ les caisses de l'état sont vides et semblent avoir été exploitées à leur maximum grâce à la nationalisation des grandes institutions autrefois implantées par les Belges. Les effets sont drastiques pour la population qui se voit dépourvue de ressources financières conséquentes du jour au lendemain avec un chef d'état qui fuit le pays, le laissant sur la paille.

III. Émancipation et perspectives d'avenir

A. Le fléau qu'a créé le Mobutisme

En faisant une rétrospective sur le récit zaïrois, on parvient vite à déterminer le problème. La configuration du régime zaïrois n'était pas favorable à une évolution significative mais il y a encore plus gros. L'ignorance du peuple congolais a beaucoup joué dans son avenir. En effet, les Congolais n'ont jamais vraiment eu de modèle politique auquel se rattacher profondément. Évincés de toute participation politique pendant l'occupation coloniale, ils n'ont jamais eu d'autres accès que théoriques au bon fonctionnement d'une société. C'est probablement la seule chose que l'on peut reprocher aux Congolais qui n'ont donc pas su repérer le mode opératoire de Mobutu, pourtant très similaire à tous les autres régimes autoritaires (culte de la personnalité, uni pluralisme, privation de liberté...). Ils n'ont jamais vécu de régime dictatorial non plus pour en connaître les penchants et notamment intérioriser que tout le bien qu'un

despote rapporte à son peuple est considéré comme un gage que la population doit lui rendre par son accord et son admiration pour aller plus loin. C'est une faiblesse, tout en sachant que cela a induit sur la société civile en grande partie. Ensuite, le fait que Mobutu n'avait rien à perdre mais tout à gagner a sûrement beaucoup joué dans la configuration de son régime. Dès lors, son mouvement est catégorisé de « Jamais vu » et attise la curiosité de ses pairs. Son charisme et son franc - parlé ont fait le reste en lui garantissant un trône à partir duquel il pouvait tout contrôler avec un gouvernement à sa merci. Or, le problème est justement là. On ne peut pas laisser un seul homme décider de ce qu'il se passera pour tout un pays, en éclipsant les avis de son gouvernement de façon récurrente. Sinon, le pays risque exactement ce qu'il s'est passé au Congo ; un manque de transparence et de fiabilité. Mobutu avait acquis les ressources naturelles du pays comme étant les siennes et en a joué des années avant que ce soit révélé au grand public. C'est devenu un fléau parce que l'état est quasiment devenu un régime sultaniste. C'est exactement

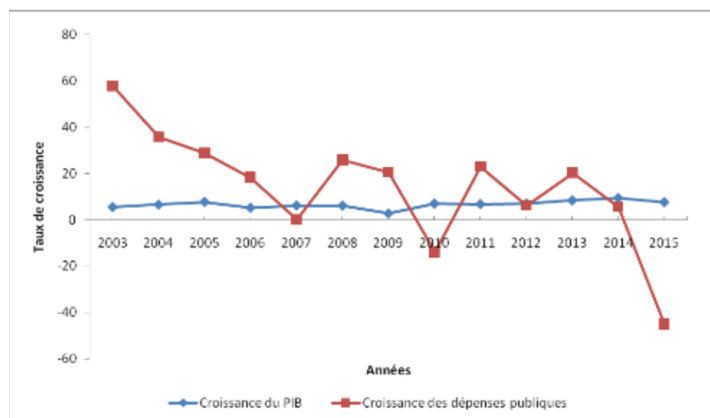
le même problème que l'on observe aujourd'hui au Congo quand on mesure le taux de corruption. Selon la journaliste belge Colette Braeckman, le mal du « mobutisme » est que « La pratique du mensonge, la vénalité, le goût du pouvoir ont engendré, à tous les niveaux, des milliers de “petits Mobutu”. Ils ont partagé les avantages du système, reproduit le comportement du chef et s'en inspireront longtemps après la disparition du Guide ». De nos jours, l'histoire se répète et pire encore. Elle s'éternise. Un pays culturellement riche avec un sous-sol absolument exceptionnel et une biodiversité à couper le souffle n'a aucun moyen de s'impliquer sur la scène internationale quand on en vient à l'économie. Sur du long terme, il est difficile d'imaginer pire. Donc il n'y a que des solutions et des moyens d'y remédier, notamment pour sauver la population de cette malédiction et pour lui permettre d'élargir ses perspectives d'avenir.

b. Solutions au recul sociétal

Comme avancé ci-dessus, la République Démocratique du Congo (anciennement Zaïre) est dotée d'une richesse minière exceptionnelle, une biodiversité remarquable ainsi qu'une culture immensément riche. Mais ces éléments ne suffisent aucunement au pays pour émerger parmi les pays en voie de développement. Ce territoire représente à la fois tout et rien dans la mesure où toutes les ressources possibles et imaginables pour développer économiquement une région sont paisiblement réparties au Congo. Néanmoins, aucune avancée conséquente ne se dégage

depuis le départ de Mobutu. La réhabilitation d'un appareil étatique, transparent avec des pouvoirs séparés est la seule solution pertinente qui favorise un quelconque développement économique. En matière de politique publique, le gouvernement doit nécessairement s'investir pour s'inscrire à la hauteur des enjeux qu'il y'a pour la population qui ne fait qu'aller de mal en pire sur tous les plans. L'auteur du graphique ci-dessous rapporte que la situation décrite dessus témoigne d'une mauvaise gestion de la politique budgétaire. "Cette situation est contraire à l'idéal qui voudrait que le PIB et les dépenses publiques fluctuent dans le même sens. Cette fluctuation indépendante de ces deux variables témoigne de l'absence de l'incidence de l'une sur l'autre" rapporte l'auteur.

Graphique n° 7 : Évolution des taux de croissance du PIB et des dépenses publiques



Source : A. Nzanzu Tavulyandanda, *Politique Budgétaire en RDC : instruments, moyens et efficacité*, 2015. https://www.memoireonline.com/10/17/10096/m_Politique-budgetaire-en-RDC-instruments-moyens-et-efficacite20.html

Pour conclure, cet essai suit une démarche temporelle permettant de restituer tous les éléments qui participent au recul sociétal du Congo. Il est quasiment impossible d'étayer toutes les problématiques qui concernent cet immense pays pour tenir compte de la situation en seulement huit pages. En revanche, les éléments rapportés me semblent essentiels pour comprendre les principes dynamiques que subit la société civile. On a pu voir en étudiant différentes périodes politique que c'est justement un enjeu purement politique qui sera à relever pour l'émergence économique du pays qui aura des répercussions sociales ensuite. Aussi vite que le pays a chuté sous l'ère de Mobutu, il peut se relever. Les Congolais ont su

prendre leur destin en main au lendemain de l'indépendance et peuvent le faire à nouveau s'ils prennent compte de leurs faiblesses et de leurs intérêts, comme l'avait prédit Patrice Lumumba. Plus concrètement, la réhabilitation d'un état qui se montre transparent et favorable à des politiques de développement en évitant la corruption ou le recours aux prêts trop conséquents et difficiles à assumer est nécessaire. Ce sont des erreurs à éviter car on en a vu les résultats sous le régime du Maréchal. On peut donc en déduire que la Zaïrianisation joue un rôle majeur dans la configuration étatique moderne congolaise.

BIBLIOGRAPHIE

ARZEL, L., 2020, « Les « sanglants trophées » de la conquête. Découpe des corps et guerres coloniales dans l'État indépendant du Congo fin XIXe siècle-début XXe siècle », *Monde(s)*, vol. 17, no. 1, pp. 79-109.

AYIMPAM, S., 2007, « Jean-Luc Vellut, ed., *La Mémoire du Congo : le temps colonial* », *L'Homme*, vol. 184, no. 2007

BAYARR, J-F., 1989, *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Paris: Karthala

BOUAMAMA, S., 2017, *Figures de la révolution africaine*. La Découverte.

BRAECKMAN, C., 1991, *Le dinosaure : le zaïre de mobutu*. Fayard.

DEBROUX P-O. et PIRET B., 2019, « Le Congo était fondé dans l'intérêt de la civilisation et de la Belgique ». La notion de *civilisation* dans la Charte coloniale », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, vol. 83, no. 2, pp. 51-80.

MELICE, A., 2009, « Le kimbanguisme et le pouvoir en RDC », *Civilisations*, vol. 58, no. 2

MOREAU, J-L., 2010 « De la décolonisation à la zaïrianisation. Le sort des capitaux belges au Congo », *Les cahiers Irice*, vol. 6, no. 2, pp. 61-77.

PEEMANS, J.-P., 1997, *Crise de la modernisation et pratiques populaires au zaïre et en afrique* (Ser. Zaïre - histoire et société).

SANDERSON, J.-P., 2000, « Le Congo belge entre mythe et réalité. Une analyse du discours démographique colonial », *Population*, vol. 55, no. 2, 2000, pp. 331-355.

Serge M'Boukou, « Mobutu, roi du Zaïre. Essai de socio-anthropologie politique à partir d'une figure dictatoriale », *Le Portique*

VELLUT, J.-L., 2010, « « Religion, colonisation et décolonisation au Congo 1885-1960 » Colloque du Kadoc Leuven, *Histoire et missions chrétiennes*, vol. 16, no. 4, pp. 161-165.

VILLERS, G. de, 1995, *De mobutu à mobutu : trente ans de relations belgique- zaïre* (Ser. Pol-his, 18). De Boeck Université.

- Liens externes d'articles dont il n'y a pas les sources complètes

<https://www.levif.be/belgique/les-bienfaits-de-la-colonisation-font-a-nouveau-debat/>

https://books.google.fr/books?id=XoNGeMBxIN4C&pg=PP1&source=kp_read_button&hl=en&newbks=1&newbks_redir=0&gboemv=1&ovdme=1&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false

https://www.monde-diplomatique.fr/1969/04/DE_VOS/28906

Cahier sectoriel du ministère des plans de la république démocratique du Congo - Décembre 2018

Lien externe, consulté le 06/10/2023 :

https://www.investindrc.cd/fr/IMG/pdf/investir_dans_le_secteur_industriel_201

- Documents officiels

Discours de Lumumba ; « Textes et Documents », no 123, Ministère des Affaires Étrangères, Bruxelles.

Manifeste de Nsele, charte du MPR de Mobutu

Constitution du Zaïre - 24 juin 1967 Lien externe, consulté le 06/10/2023 :

<https://mjp.univ-perp.fr/constit/cd1974.htm#:~:text=Tout%20Zaïrois%20a%20le%20droit,Mouvement%20Populaire%20de%20la%20Révolution.>

Rapport final des états généraux du secteur minier du Ministère des Mines - Juillet 2021

Lien externe, consulté le 06/10/2023 :

https://congomines.org/system/attachments/assets/000/002/234/original/RAPPORT_FINAL_DES_ETATS_GENERAUX_DES_MINES__EDITION_2021_version_00_du_16_07_2021.pdf?1645539255